



## **Pour un syndicalisme toujours en lutte**

Comme pour les dernières élections académiques, École Émancipée a décidé de se présenter sur une liste commune avec U&A.

Les militants et militantes d'École Émancipée s'investissent en effet à la CA académique, au bureau, dans les commissions paritaires ; ils et elles sont aussi impliqué-es dans les établissements en tant que responsables de la section syndicale ou élus dans les CA. Nous avons fait à nouveau le choix de travailler en commun dans les instances pour être plus efficaces à l'heure où nos droits, au travail et particulièrement dans l'éducation, ne cessent d'être remis en cause, de manière toujours plus intense depuis l'élection de Macron. Nous agissons et agirons collectivement, mais au-delà de l'affichage unitaire, nous gardons et défendons notre identité et notre liberté d'expression.

Blanquer est toujours à la manœuvre, et le gouvernement depuis bientôt cinq ans poursuit son travail de sape du service public d'éducation : la réforme du lycée et celle du baccalauréat sont tout aussi désastreuses que celle du collège. Nous ne cessons d'en voir les graves conséquences, tant par la baisse significative des postes dans les collèges et dans les lycées, que par l'aggravation des conditions de travail des enseignants et enseignantes comme de tous les personnels de l'éducation. Parcoursup et la loi ORE sont synonymes de tri social et ne cessent de renforcer les inégalités territoriales déjà existantes.

Les attaques contre la Fonction publique sont nombreuses et ont été la marque de nouveaux reculs du pouvoir d'achat et continuent de dégrader nos conditions de travail : ajournement de l'application des accords sur le PPCR et gel du point d'indice, rétablissement de la journée de carence, suppression de 120 000 postes et recrutement de 30% de contractuels, retraite à points... Depuis 4 ans, le gouvernement est bien au service des riches, et sa volonté de détruire les services publics, qu'il juge «inefficaces et ruineux», est toujours tenace. Parce que ce gouvernement considère nos droits comme des « privilèges », il continue à les faire disparaître ; ces droits acquis dans la lutte que sont les droits au travail, à la santé, à la retraite. Le travail dans la Fonction publique en est alors rendu toujours plus difficile et son avenir plus incertain : les salaires ne sont toujours pas revalorisés et aucune reconnaissance financière ne nous a été accordée à notre engagement quotidien dans la crise liée au Covid 19 alors que nous œuvrons à assurer vaille que vaille la continuité des services publics.

Défendre les personnels est le fondement du syndicalisme, et nous saurons nous occuper des intérêts des collègues, comme nous l'avons toujours fait. Mais ce ne saurait être sa seule tâche : le SNES doit, dans le contexte actuel difficile, soutenir toutes les luttes et en être partie prenante, le cas échéant. Cela veut dire occuper pleinement, au sein de la FSU et dans les cadres unitaires, le terrain des luttes pour la défense des services publics, et appeler à suivre la voie tracée par les cheminots, les travailleurs d'Air France et, plus que jamais, du secteur hospitalier.

Si vous êtes d'accord avec cette démarche, nous vous invitons à voter :

**- pour les listes communes ÉÉ/UA à la Commission Administrative Académique et aux bureaux départementaux ;**

**- pour les listes ÉÉ à la Commission Administrative Nationale et aux secrétariats de catégorie.**

**Pour ÉÉ :** Claude Cuenot, Manon Faivre, Stéphane Grégoire, Anne Lescalier, Bénédicte Ponçot, Rémi Pourchet, Bruno Robert, Roberte Vermot Desroches, Marie-Pierre Voidey, Brigitte Vuitton